

Property, Territory, Globalization, William D. COLEMAN (dir.),
2011, Vancouver, UBC Press, 306 p.

Jonathan Viger

Volume 43, Number 4, December 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1013360ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1013360ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Viger, J. (2012). Review of [*Property, Territory, Globalization*, William D. COLEMAN (dir.), 2011, Vancouver, UBC Press, 306 p.] *Études internationales*, 43(4), 644–646. <https://doi.org/10.7202/1013360ar>

et Dupont sur le retour des policiers d'Haïti, Pakyaf sur l'Afghanistan et Duclos sur le Kosovo, chacune étant étayée par des extraits d'entretien aussi riches que savoureux. Toutefois, on aurait aimé voir se développer des comparaisons plus systématiques, par exemple entre l'action des pays européens (Antoine Mégie), celle des pays latino-américains (Ruiz Vasquez) et les États-Unis (Gersbacher).

Au terme de cet ouvrage qui ouvre de belles perspectives de recherche et promet du travail à des légions de criminologues, une question reste en suspens. De l'avis même des directeurs, on ne sait pas vraiment pourquoi les États déploient des policiers dans les missions de paix. Si les pays en développement reçoivent une compensation financière non négligeable, comme c'est le cas pour les Casques bleus, l'envoi de policiers à l'étranger représente un coût considérable pour les forces des pays développés. Les différentes contributions laissent en outre planer le doute sur les compétences réellement acquises ou transférables, les retombées en matière de politique étrangère ou ce que le colonel Dagès appelle le « retour en sécurité intérieure », c'est-à-dire les informations recueillies sur d'éventuels réseaux criminels ou terroristes. Alors, pourquoi déployer des forces de police à l'étranger ? En tout cas, si l'on se fie aux études sur la formation des polices afghanes ou haïtiennes, il ne semble pas y avoir lieu d'entretenir beaucoup d'illusions sur les résultats immédiats de ces opérations.

Frédéric MÉRAND

Département de science politique
Université de Montréal

MONDIALISATION

Property, Territory, Globalization

*William D. COLEMAN (dir.), 2011,
Vancouver, UBC Press, 306 p.*

Cet ouvrage collectif dirigé par William D. Coleman, qui a réuni un groupe multidisciplinaire de contributeurs, s'intéresse principalement à la relation entre la globalisation et l'autonomie des individus et des communautés. On met ici l'accent sur le lien dialectique qui unit ces deux notions, puisque la globalisation représente à la fois des opportunités et des contraintes à l'autonomie. C'est sous l'angle précis des régimes de propriété, qui participent fortement à la définition des diverses autonomies, que sera analysée cette question. Dans cette optique, les principaux sujets traités sont les communautés autochtones, puisque celles-ci présentent généralement des conceptions de la propriété très différentes de celle qui est véhiculée par la globalisation capitaliste.

L'ouvrage débute par un chapitre de A. Claire Cutler qui expose la façon dont le droit international accompagne la globalisation capitaliste en établissant un cadre légal propice à la dépossession et à l'accumulation de propriétés et remet ainsi en cause l'autonomie des populations indigènes. Ce phénomène se réalise essentiellement en deux temps. Premièrement, la doctrine naissante du droit international, en établissant clairement l'État comme sujet établissant les lois, a permis l'imposition d'un système de loi européen sur les populations non civilisées qui n'étaient pas reconnues comme souveraines par faute de présence d'un État.

Dans un deuxième temps, la globalisation du droit international, qui suit sa partielle déterritorialisation, crée un environnement mondial propice à une nouvelle vague de dépossession et de privatisation. Comme le démontrent le chapitre de Daniel Gorman ainsi que celui de William D. Coleman et Austina J. Reed, le développement d'un régime de propriété intellectuel international représente en quelque sorte une nouvelle vague d'*enclosures* qui vise principalement les pays du Sud. Les populations indigènes sont particulièrement touchées par ce phénomène. Comme elles sont privées d'une souveraineté politique, leur autonomie se fonde essentiellement sur une souveraineté culturelle. Toutefois, comme le soulignent Coleman et Reed, les savoirs traditionnels des populations indigènes sont de plus en plus la proie du régime de propriété capitaliste.

Poursuivant sur la question du droit international, le chapitre de Sharlene Mollett nous montre comment les normes internationales de conservation environnementale peuvent être mobilisées pour marginaliser le contrôle des populations indigènes sur leurs territoires ancestraux. Comme l'expose le cas du Honduras, l'État peut utiliser ces normes afin d'approfondir son rôle de gestion des ressources naturelles, et ce, au profit des occupants indigènes.

L'ouvrage porte une attention particulière au discours appuyant la globalisation du régime de propriété capitaliste, et c'est dans cette optique que le chapitre de Scott Prudham est particulièrement intéressant. Dans le contexte de l'industrie forestière britanno-colombienne, ce dernier démontre comment le concept d'*improvement*, c'est-à-dire l'exploitation

rationnelle et efficace des ressources, inspiré du philosophe anglais John Locke, a été central dans la justification de la propriété privée.

Cette notion d'*improvement* ne se limite pas à l'analyse de Prudham. Elle est centrale tout au long de l'ouvrage, puisqu'elle a servi historiquement de prétexte à la dépossession et à l'accumulation des terres et ressources autochtones par les défenseurs de la propriété privée. Le concept de *terra nullius* fut ainsi mobilisé pour invoquer le manque d'efficacité des pratiques autochtones et ainsi justifier leur dépossession. Mollett démontre même comment ce type de justification peut mener à une discrimination raciale en présentant les peuples autochtones comme sauvages, non civilisés, improductifs et fainéants.

Mais l'ouvrage ne se contente pas de traiter de la relation entre globalisation et autonomie à sens unique. Il établit plutôt un lien dialectique entre ces deux notions en démontrant les formes de résistance qui émergent face à la logique globalisante du régime de propriété capitaliste. Susan M. Preston décrit cette relation dialectique en montrant comment le peuple cri de la Baie-James a su à la fois combattre et utiliser les forces de la globalisation dans la défense de son autonomie. Malgré les ingérences du gouvernement colonial anglais et de celui de la province de Québec par la suite, les Cris ont été capables de maintenir et d'adapter leur conception du monde de façon à contester le régime de propriété privée qui leur était imposé.

Dans la même veine, Eva Mackey présente deux cas où des groupes autochtones nord-américains ont remporté des poursuites judiciaires

destinées à obtenir une compensation financière en vue de l'acquisition de terres. Ces deux situations ont mené à des frictions entre autochtones et non-autochtones mettant en opposition différentes conceptions des notions de globalisation et d'autonomie. Toutefois, cette relation ne doit pas être uniquement vue comme une confrontation, puisque, comme le démontre l'exemple de la nation Onondaga, une relation coopérative peut se baser sur de nouveaux concepts de propriété.

La question du développement de la propriété intellectuelle comme nouvelle forme d'*enclosures* fait également l'objet d'une adaptation et d'une résistance. Comme l'expose Anna Greenspan, des pratiques répandues comme le piratage ou l'imitation favorisent l'émergence d'une économie informelle en marge de la globalisation capitaliste. Plus qu'une simple forme de résistance à la propriété privée, elle représente une forme d'adaptation des pays du Sud au phénomène de globalisation.

Cet ouvrage problématise efficacement la relation entre globalisation et autonomie en présentant cette dernière comme dialectique, représentant opportunités et contraintes. L'accent mis sur l'étude des populations autochtones expose également de façon très convaincante comment les régimes de propriété sont centraux dans la définition de l'autonomie des communautés. Ce point nous informe sur le potentiel de la définition des conceptions alternatives de propriété au sein de la contestation et de la reformulation du projet de globalisation.

Jonathan VIGER
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal (UQAM)

The Sustainability of Cultural Diversity. Nations, Cities and Organizations

Maddy JANSSENS, Myriam BECHTOLDT, Arie de RUIJTER, Dino PINELLI, Giovanni PRAROLO et Vanja M. K. STENIUS (dir.), 2010
Edward Elgar, Cheltenham, R.-U.,
XXII + 356 p.

Comment la diversité culturelle contribue-t-elle ou nuit-elle à terme à la cohésion sociale, à l'intégration socio-économique, au bien-être et au développement ? Comment peut-on créer des espaces sociaux où cette diversité donnerait lieu à des interactions positives plutôt que négatives sur les plans économique, social, culturel et politique ? Comment diverses communautés culturelles peuvent-elles vivre et prospérer ensemble tout en gardant leur identité culturelle ? Voici les questions auxquelles ce livre voudrait répondre. On y souligne qu'il est généralement question de la spécificité culturelle, ethnique ou religieuse d'un groupe en relation avec l'inégalité dont il souffre. On ne peut donc parler de diversité sans aborder l'inégal accès aux ressources. Ce livre insiste également sur le fait que les réussites comme les échecs de la diversité sont toujours dépendants d'un contexte particulier et que les généralisations sont donc toujours problématiques.

Une première partie définit la diversité culturelle et la durabilité (*sustainability*) de celle-ci. On y évoque l'histoire européenne pour donner des exemples de diversité qui sont devenus insoutenables et ont suscité des changements de paradigme. Par exemple, la réforme, en brisant l'unité de la chrétienté, entraîna des guerres de religion qui devinrent insupportables et provoquèrent un profond bouleversement des